

Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française et Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise

Institut d'Aéronomie spatiale de Belgique. Nomination, p. 8237.

Ministère des Affaires Économiques

Aggrégation d'une entreprise pratiquant la location-financement, p. 8237. — Etablissement d'installations de transport de produits gazeux par canalisations. Autorisation de poursuivre l'expropriation de certains terrains. Procédure d'extrême urgence, p. 8237.

Ministère de l'Agriculture

Arrêté ministériel du 2 juin 1972 portant exécution de l'article 56 de la loi du 22 juillet 1970 sur le remembrement légal de biens ruraux et de l'article 3 de la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture, p. 8238.

Avis officiels

Secrétariat permanent de Recrutement du Personnel de l'Etat

Constitution d'une réserve de recrutement de médecins destinés aux différents départements ministériels, p. 8239. — Constitution d'une réserve de recrutement de messagers-huissiers (rang 41), destinés aux différents départements ministériels, y compris les gouvernements provinciaux du Brabant, de la Flandre orientale et de la Flandre occidentale. Résultats, p. 8241. — Recrutement de programmeurs de 2e classe (rang 20), destinés à l'Institut national de Statistique (Ministère des Affaires économiques). Résultats, p. 8242.

Ministère des Finances

Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines (Aliénation d'immeubles domaniaux). Publications faites en exécution de la loi du 31 mai 1923, p. 8242. — Administration des Douanes et Accises. Publication faite en exécution de l'article 1er de la loi du 20 février 1970. Préférences généralisées, p. 8244.

Ministère de la Justice

Sommaire du Journal officiel des Communautés européennes du 30 juin 1972, n° L 148, et du 1er juillet 1972, n° C 70 et L 149, p. 8244.

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS ET ACTES DU GOUVERNEMENT

MINISTÈRE DES FINANCES

27 JUIN 1972. — Loi modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (1)

BAUDOUIIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. A l'article 3 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, est supprimé le mot « annuelle ».

(1) Session 1970-1971.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 617.

Session 1971-1972.

Sénat.

Documents parlementaires. — Rapport, n° 306. — Amendement, n° 337. — Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 3 mai 1972.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n° 218-1. — Rapport, n° 218-2. — Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 14 juin 1972. — Adoption. Séance du 15 juin 1972.

Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur en Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur

Belgisch Instituut voor Ruimte-Aëronomie. Benoeming, bl. 8237.

Ministerie van Economische Zaken

Erkenning van een onderneming gespecialiseerd in financieringshuur, bl. 8237. — Oprichting van vervoerinstallaties van gasachtige producten door middel van leidingen. Machtiging de onteigening te vervolgen van sommige gronden. Rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden, bl. 8237.

Ministerie van Landbouw

Ministerieel besluit van 2 juni 1972 houdende uitvoering van artikel 56 van de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet, en van artikel 3 van de wet van 3 mei 1971 tot bevordering van de sanering van de landbouw en van de tuinbouw, bl. 8238.

Officiële berichten

Vast Secretariaat voor Werving van het Rijkspersoneel

Samenstelling van een wervingsreserve van geneesheren ten behoeve van de verschillende ministeriële departementen, bl. 8239. — Samenstelling van een wervingsreserve van bodenkamerbewaarders (rang 41), ten behoeve van de verschillende ministeriële departementen, met inbegrip van de provinciale gouvernements van Brabant, van Oost-Vlaanderen en van West-Vlaanderen. Uitslagen, bl. 8241. — Werving van programmeurs 2e klasse (rang 20), ten behoeve van het Nationaal Instituut voor de Statistiek (Ministerie van Economische Zaken). Uitslagen, bl. 8242.

Ministerie van Financiën

Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen (Vervreemding van onroerende domeingoederen). Bekendmakingen gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923, bl. 8242. — Administratie der Douane en Accijnzen. Bekendmaking gedaan ter uitvoering van artikel 1 van de wet van 20 februari 1970. Algemene preferenties, bl. 8244.

Ministerie van Justitie

Inhoud van het Publikatieblad van de Europese Gemeenschap van 30 juni 1972, nr. L 148, en van 1 juli 1972, nrs. C 70 en L 149, bl. 8244.

WETTEN, DECRETEN, BESLUITEN EN AKTEN DER REGERING

MINISTERIE VAN FINANCIËN

27 JUNI 1972. — Wet tot wijziging van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 3 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen wordt het woord « jaarlijkse » geschrapt.

(1) Zitting 1970-1971.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 617.

Zitting 1971-1972.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Verslag nr. 306. — Amendement, nr. 337. — Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 3 mei 1972.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 218-1. — Verslag, nr. 218-2. — Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 14 juni 1972. — Aanneming. Vergadering van 15 juni 1972.

Art. 2. A l'article 9 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° la phrase liminaire est rédigée comme suit : « La taxe est fixée, soit par période de douze mois consécutifs, soit par année civile, selon les bases et les taux suivants » ;

2° le texte figurant sous l'intitulé de la lettre C est remplacé par la disposition suivante :

« La taxe est fixée uniformément à 420 francs. »

Art. 3. Le § 1. de l'article 10 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Par dérogation à l'article 9, la taxe est fixée forfaitairement à 200 francs :

» 1° pour les voitures et les voitures mixtes, mises en circulation depuis plus de trente ans au moment de la détermination de l'impôt ;

» 2° pour les remorques de camping et les remorques spécialement conçues pour le transport d'un bateau. Les dispositions des articles 30 et 32, ainsi que celles du chapitre VIII ne sont pas applicables en l'espèce. »

Art. 4. L'article 11, alinéa 2, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Toutefois, les véhicules de structure mixte sont assujettis à la taxe en raison de la puissance de leur moteur et suivant le tarif prévu à l'article 9, lettre A. »

Art. 5. Le chapitre VI du titre II, contenant l'article 12 du même Code, est abrogé.

Art. 6. L'article 14 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. La taxe est réduite de 25 p.o. pour tout véhicule à moteur mis en circulation depuis cinq ans au moins au moment de la détermination de l'impôt. La date de première mise en circulation est celle qui est reprise comme telle sur le certificat d'immatriculation du véhicule.

» La réduction est également accordée pour les remorques ou semi-remorques tirées exclusivement par des véhicules à moteur visés à l'alinéa 1. »

Art. 7. L'article 20 du même Code, modifié par la loi du 26 février 1969, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 20. Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables aux taxes établies par l'article 9, lettre C, et 10, § 1. »

Art. 8. Dans le titre II du même Code, il est inséré un chapitre Xbis ainsi conçu :

« Chapitre Xbis. Dispositions particulières

« Article 36bis. Les dispositions de l'article 5, § 2 et des chapitres III, VIII et X, ne sont pas applicables aux voitures, voitures mixtes, minibus, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur tels que ces véhicules sont définis par la réglementation relative à l'immatriculation des véhicules automoteurs et en tant que ces véhicules sont ou doivent être munis d'une marque d'immatriculation, autre que temporaire ou « marchand », délivrée dans le cadre de cette réglementation.

» Par contre, lesdits véhicules sont soumis aux dispositions de l'article 36ter.

» Article 36ter. § 1. Les véhicules visés à l'article 36bis, sont présumés mis en usage sur la voie publique aussi longtemps qu'ils sont ou doivent être inscrits au répertoire matricule de l'Office de la circulation routière.

» § 2. La taxe est due :

» 1° par périodes successives de douze mois consécutifs, la première prenant cours le premier jour du mois au cours duquel le véhicule est ou doit être inscrit audit répertoire.

» Lorsque les conditions justifiant une exemption ne sont plus réunies au cours d'une période de douze mois, la taxe est due pour cette période à concurrence des mois non écoulés ;

» 2° par la personne physique ou morale qui est reprise au certificat d'immatriculation.

» § 3. Le lieu d'imposition est la commune qui figure au certificat d'immatriculation au moment de la détermination de la taxe.

» § 4. La taxe doit être versée de la manière et dans le délai indiqués sur l'avis adressé à cette fin au redevable par le fonctionnaire ou le service désigné par le directeur général des contributions directes. Ce délai ne peut toutefois être inférieur à huit jours.

Art. 2. In artikel 9 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de inleidende volzin luidt als volgt : « De belasting wordt ofwel per periode van twaalf opeenvolgende maanden ofwel per kalenderjaar, naar de volgende grondslagen en aanslagvoeten vastgesteld » ;

2° de tekst onder het opschrift van C wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De belasting is eenvormig vastgesteld op 420 frank. »

Art. 3. Paragraaf 1 van artikel 10 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. In afwijking van artikel 9 wordt de belasting forfaitair vastgesteld op 200 frank :

» 1° voor de personenwagens en de auto's voor dubbel gebruik die bij het ontstaan van de belastingsschuld sedert meer dan dertig jaar in verkeer zijn gebracht ;

» 2° voor de kampeerhangwagens en de aanhangwagens speciaal ontworpen voor het vervoer van één boot. De bepalingen van de artikelen 30 en 32 en van het hoofdstuk VIII zijn ter zake niet toepasselijk. »

Art. 4. Artikel 11, lid 2, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De voertuigen met gemengde structuur zijn nochtans aan de belasting onderworpen op grond van de kracht van hun motor en volgens het tarief van artikel 9, letter A. »

Art. 5. Hoofdstuk VI van titel II, bevattende artikel 12 van hetzelfde Wetboek, wordt opgeheven.

Art. 6. Artikel 14 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art 14. De belasting wordt verminderd met 25 pct. voor ieder motorvoertuig dat bij het ontstaan van de belastingsschuld sedert ten minste vijf jaar in het verkeer is gebracht. De datum waarop het voertuig voor het eerst in het verkeer werd gebracht, is die welke op het inschrijvingsbewijs van het voertuig is vermeld.

» De vermindering wordt eveneens verleend voor aanhangwagens en opleggers, die uitsluitend door de in het eerste lid bedoelde motorvoertuigen worden getrokken. »

Art. 7. Artikel 20 van hetzelfde Wetboek gewijzigd bij de wet van 26 februari 1969, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 20. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing op de belastingen vastgesteld overeenkomstig de artikelen 9, letter C, en 10, § 1. »

Art. 8. In titel II van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk Xbis ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk Xbis. — Bijzondere bepalingen

« Artikel 36bis. De bepalingen van artikel 5, § 2, en van de hoofdstukken III, VIII en X zijn niet van toepassing op de personenwagens, auto's voor dubbel gebruik, mini-bussen, motorrijwielen, motor drie- en motorvierwielaars zoals deze voertuigen omschreven zijn in de reglementering inzake inschrijving van voertuigen met eigen beweegkracht en in zover deze voertuigen voorzien zijn of moeten zijn van een andere nummerplaat dan een in het kader van de bedoelde reglementering afgeleverde tijdelijke plaat of « handelaarsplaat ».

» Bedoelde voertuigen zijn daarentegen onderworpen aan de bepalingen van artikel 36ter.

» Artikel 36ter. § 1. De in artikel 36bis bedoelde voertuigen worden geacht op de openbare weg in gebruik te zijn genomen, zolang zij in het repertorium van de Dienst van het Wegverkeer ingeschreven zijn of het moeten zijn.

» § 2. De belasting is verschuldigd :

» 1° per opeenvolgende tijdperken van twaalf achtereenvolgende maanden, waarvan het eerste ingaat de eerste dag van de maand waarin het voertuig in bedoeld repertorium is of moet worden ingeschreven.

» Wanneer de voorwaarden tot vrijstelling in de loop van een tijdperk van twaalf maanden niet meer vervuld zijn, is de belasting voor dat tijdperk verschuldigd naar verhouding van de niet verstreken maanden ;

» 2° door de natuurlijke of rechtspersoon die op het inschrijvingsbewijs is vermeld.

» § 3. De plaats van aanslag is de gemeente vermeld op het inschrijvingsbewijs op het ogenblik van het ontstaan van de belastingsschuld.

» § 4. De belasting dient te worden gestort op de wijze en binnen de termijn aangeduid op het bericht dat te dien einde door de ambtenaar of de dienst, aangeduid door de directeur-generaal der directe belastingen, aan de belastingsschuldige wordt gezonden. Deze termijn mag echter niet minder dan acht dagen zijn. »

» A défaut d'un tel avis, la taxe doit être versée, selon les modalités déterminées par le Roi, au plus tard à l'expiration du mois qui suit celui au cours duquel elle est due.

» § 5. Toute période de douze mois consécutifs visée au § 2, 1^o, constitue un exercice d'imposition. Celui-ci est désigné par le millésime de l'année au cours de laquelle se situe le début de cette période.

» § 6. Lorsqu'au cours d'un exercice d'imposition un véhicule cesse d'être inscrit au répertoire matricule ou fait l'objet d'une exemption, la taxe payée est restituée à concurrence des mois non écoulés, ou, dans la même limite, est imputée sur la taxe due par le redevable pour un autre véhicule.

» § 7. Des rappels de la taxe peuvent être établis pendant trois ans à compter du premier jour de l'exercice d'imposition pour lequel elle est due. Dégrèvement de la taxe peut être accordé d'office pendant le même délai lorsque celle-ci a été soit payée, soit établie indûment.

» § 8. Les réclamations doivent être motivées et présentées, sous peine de déchéance, au plus tard quatre mois à partir du dernier jour de la période pour laquelle la taxe est due, sans cependant que le délai puisse être inférieur à six mois à partir de la date de l'avertissement-extrait de rôle ou de l'avis de cotisation. »

Art. 9. Les §§ 2 à 5 de l'article 42 du même Code sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 2. Par dérogation au § 1, il est établi au profit des communes un décime additionnel à la taxe de circulation que l'Etat perçoit sur les véhicules automobiles.

» § 3. Ce décime n'est pas appliqué à la taxe relative :

» 1^o aux véhicules servant au transport rémunéré de choses par route et pour lesquels l'autorisation générale de transport national visée à l'article 1 de la loi du 1er août 1960 a été délivrée;

» 2^o aux véhicules employés exclusivement pour le transport rémunéré de personnes en vertu d'une autorisation délivrée en vue de l'exploitation de services d'autocars, en exécution de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946;

» 3^o aux véhicules pour lesquels la taxe a été réduite en vertu de l'article 15. »

Art. 10. § 1er. La présente loi entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 1973 à l'exception de l'article 4 qui entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 1972.

§ 2. Pour les véhicules visés à l'article 8 qui ont été inscrits au répertoire matricule de l'Office de la Circulation routière avant le 1er janvier 1973, il est dérogé audit article 8 dans la mesure suivante :

1^o la première période imposable comprend, au surplus, les mois s'échelonnant entre le 31 décembre 1972 et le mois de l'année 1973 correspondant à celui de l'inscription du véhicule au susdit répertoire matricule;

2^o la taxe est fixée proportionnellement au nombre de mois compris dans cette période imposable et elle est payable avant le 1er janvier 1973, à concurrence du montant dû pour douze mois.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 juin 1972.

BAUDOUIN

Par Le Roi :
Le Ministre des Finances,

A. VLERICK

Le Ministre des Communications, | De Minister van Verkeerswezen,

F. DELMOTTE

Vu et scellé du sceau de l'Etat : | Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,

A. VRANCKX

» Bij gebrek aan dergelijk bericht moet de belasting volgens de door de Koning vastgestelde modaliteiten worden gestort uiterlijk bij het verstrijken van de maand volgend op die tijdens dewelke zij verschuldigd is.

» § 5. Elk tijdperk van twaalf achtereenvolgende maanden bedoeld bij § 2, 1^o, vormt een aanslagjaar. Dit laatste wordt genoemd naar het jaar waarin het tijdperk een aanvang neemt.

» § 6. Wanneer een voertuig in de loop van een aanslagjaar afgevoerd wordt van het repertorium of vrijstelling komt te genieten, wordt de betaalde belasting teruggegeven naar verhouding van de niet verstreken maanden of in dezelfde mate aangerekend op de belasting die door de belastingplichtige voor een ander voertuig verschuldigd is.

» § 7. De belasting kan worden nagevorderd gedurende drie jaar, te rekenen van de eerste dag van het aanslagjaar waarvoor ze verschuldigd is. Ontlasting kan binnen dezelfde termijn ambtshalve worden verleend als de belasting ten onrechte betaald of gegeven is.

» § 8. De bezwaarschriften moeten gemotiveerd en op straffe van verval ingediend worden uiterlijk vier maanden vanaf de laatste dag van het tijdperk waarvoor de belasting verschuldigd is, zonder dat de termijn nochtans minder dan zes maanden mag bedragen vanaf de datum van het aanslagbiljet of van de kennisgeving van de aanslag. »

Art. 9. De §§ 2 tot 5 van artikel 42 van hetzelfde Wetboek worden vervangen door de volgende bepalingen :

« § 2. In afwijking van § 1, wordt ten behoeve van de gemeenten een opdecim geheven op de verkeersbelasting welke de Staat op autovoertuigen heft.

» § 3. Deze opdecim wordt niet toegepast op de belasting betreffende :

» 1^o voertuigen die dienen tot het vervoer van zaken over de weg tegen vergoeding en waarvoor de algemene vergunning voor nationaal vervoer, bedoeld in artikel 1 van de wet van 1 augustus 1960, werd uitgereikt;

» 2^o voertuigen uitsluitend gebruikt voor bezoldigd vervoer van personen krachtens een machtiging afgeleverd voor de exploitatie van autocardiënen, ter uitvoering van de besluitwet van 30 december 1946.

» 3^o voertuigen waarvan de belasting verminderd werd overeenkomstig artikel 15. »

Art. 10. § 1. Deze wet treedt in werking met ingang van het aanslagjaar 1973, met uitzondering van artikel 4, dat in werking treedt met ingang van het aanslagjaar 1972.

§ 2. Voor de in artikel 8 bedoelde voertuigen die vóór 1 januari 1973 in het repertorium van de Dienst van het Wegverkeer werden ingeschreven, wordt er in de volgende mate afgeweken van het bedoeld artikel 8 :

1^o het eerste belastbare tijdperk omvat bovendien de maanden tussen 31 december 1972 en de maand van het jaar 1973 die overeenstemt met die van de inschrijving van het voertuig in gezegd repertorium;

2^o de belasting wordt bepaald naar verhouding van het aantal maanden begrepen in dat belastbaar tijdperk om is betaalbaar vóór 1 januari 1973, ten belope van het bedrag verschuldigd voor twaalf maanden.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 juni 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,